

Sans doute est-ce le moment de revenir un instant sur les causes profondes de ce déni de guerre de ce déni du réel de la guerre plutôt — avec lequel nous cheminons depuis près de quatre années, et qui biaise entièrement notre manière de regarder, jour après jour, le conflit russo-ukrainien (...)

Notre difficulté extrême, depuis le début de cette guerre - et avant même son déclenchement —, regarder celle-ci bien en face constitue le fruit empoisonné d'une configuration très spécifique de « notre temps ». Il nous faut y revenir : d'évidence, elle est la conséquence de la profonde déprise de la guerre qui a triomphé en Europe occidentale depuis 1945.

Cette déprise guerrière semble avoir acté la fin de l'ancienne intimité générationnelle avec l'activité guerrière, grâce à la disparition de notre horizon d'attente de tout risque de conflit susceptible de nous atteindre directement. (...) Mais ajoutons à présent un élément supplémentaire : le rôle déterminant de l'effacement du fait militaire au sein de la plupart des pays européens, disparition actée en France depuis la fin des années 1990. Pour la partie masculine de la population française, s'est ainsi rompu le lien, jusqu'ici insécable, entre port des armes et citoyenneté (masculine tout du moins). Avant la fin de la conscription, en 1997, un tiers environ des Français disposaient d'une culture militaire minimale, du fait de l'expérience du service militaire. Ce chiffre ne dépasse pas 3 % aujourd'hui : le passage à l'armée de métier a produit une forme d'enclavement social du fait militaire, du port de l'uniforme, du maniement des armes. Un enclavement si étroit que le vieil antimilitarisme français, qui, de longue date, cheminait main dans la main avec la conscription obligatoire, a totalement disparu de nos univers de représentations. L'armée pourrait à bon droit s'en féliciter ; en fait, les militaires les plus lucides s'en inquiètent, bien conscients de l'alarmante déconnexion entre fait militaire et société englobante que trahit une telle évolution.

Ne revenons pas ici sur les effets de la construction européenne, dont on a dit déjà qu'elle avait en quelque sorte réalisé les grandes attentes (...) portées de longue date par le pacifisme des sociétés européennes. On a dit également que ces grandes attentes ne dataient pas du « premier XXe siècle » ni de l'après-coup de ses deux guerres mondiales, mais qu'elles avaient commencé à se cristalliser un siècle plus tôt sur le plan international. Insistons en revanche sur la grave erreur de temporalité commise à l'occasion de la fin de la guerre froide, et qui concerne directement la transition de l'URSS à la Russie actuelle.

(...) Cet enclavement temporel du tragique du XXe siècle entre les bornes de 1914 et de 1991 permettait en quelque sorte d'isoler ces huit décennies de guerre ou de menace de guerre et, en enjambant ces années terribles, de les transformer rétrospectivement en terreau du vaste mouvement vers une paix européenne définitive. À la fin, décidément, la guerre était morte, et, effectivement, nous l'avions tuée.

Mais nul doute que la guerre d'Ukraine guerre ouverte depuis le début 2022 seulement, mais qui s'était annoncée par toute une série de coups de force lors de la longue décennie précédente — a constitué une atteinte décisive à cette image d'un « court XXe siècle » qui, implicitement tout au moins, faisait de la violence extrême (ou de sa menace) déployée en Europe entre le début de la Grande Guerre et la fin de la guerre froide une sorte de longue anomalie dans un processus historique d'éradication du fait guerrier au sein de l'espace européen. Les progrès décisifs de la construction européenne à la charnière du XXe et du XXIe siècle (on songe aux traités de Maastricht et de Lisbonne en particulier) n'étaient-ils pas là pour l'attester ?